

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Une "promenade" pas si ordinaire

Degrave, Elise

Published in:
La libre entreprise

Publication date:
2011

Document Version
le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):
Degrave, E 2011, 'Une "promenade" pas si ordinaire' *La libre entreprise*, p. 8-9.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

■ Opinion | Internet

Une “promenade” pas si ordinaire



Elise Degrave

Assistante à la Faculté de droit des
FUNDPMembre du Centre de recherches
information, droit et société

→ elise.degrave@fundp.ac.be

► Google Street View provoque des réactions. Entre fascination et effroi, le malaise est patent quant au respect de la vie privée des citoyens.

Un grand nombre de plaintes ont été portées auprès de la Commission de la protection de la vie privée. Non, Google Street View ne s'apparente pas à la promenade innocente de passants ordinaires contemplant les maisons de notre pays. Il y a tout d'abord la photo, prise depuis un haut mât posé sur une voiture, permettant ainsi d'entrer dans les jardins et les cours intérieures. Un zoom est également mis à disposition.

Il y a, surtout, les potentialités énormes offertes par les technologies. Bien sûr, depuis toujours, existent la curiosité du passant, le guet du voleur, le constat, sur le terrain, du Fisc ou des autorités de contrôle en matière d'urbanisme. Mais les effets de ces actes sont aujourd'hui considérablement amplifiés par l'Internet. En quelques clics de souris, le monde est contemplé rapidement, facilement, précisément. Si l'aspect ludique est évident, bien que probablement temporaire, la curiosité malsaine est encouragée en comparant sa maison à celle de ses collègues, en vérifiant si on ne reconnaît pas quelqu'un devant les vitrines de la rue d'Aarschot, etc. Plus encore, d'autres outils peuvent être combinés avec Google Street View et enrichir substantiellement les photos. On pense à Google Earth qui permet d'accéder à l'image satellite de l'habitation, agrémentée d'un zoom puissant.

A la vue de la façade et de ses alentours, offerte par Google Street View, s'ajoute donc le détail de l'agencement du jardin, et des différentes entrées discrètes possibles. On comprend les craintes formulées par le syndicat de la police à l'égard de cet outil d'observation proactive pour les voleurs. L'ampleur de ces dangers nouveaux explique qu'au gré du déploiement des technologies, la protection de la vie privée ait été étendue au-delà de la sphère intime, pour viser désormais toutes les informations à partir desquelles une personne peut être identifiée, c'est-à-dire, ses données à caractère personnel.

Le droit fondamental à la vie privée signifie aujourd'hui que chacun a le droit de maîtriser l'usage qui est fait de ses données à caractère personnel. La localisation d'une habitation est une donnée de ce type, car il est possible d'identifier qui y loge, que ce soit par un outil comme l'annuaire mis gratuitement en ligne ou un accès au Registre national. En l'occurrence, au nom de sa



vie privée, toute personne peut donc exiger de ne pas être mise devant le fait accompli, en constatant que la photographie de sa maison fait désormais partie d'une base de données permanente et accessible par des milliards d'individus, ni de subir les risques ainsi engendrés.

En d'autres termes, en principe, Google ne pouvait pas prendre ces photos, ni de les mettre en ligne à l'insu des citoyens. Certes, des exceptions à ce principe existent, mais elles sont strictement encadrées. A cet égard, plusieurs exigences ont été bafouées par Google. Parmi elles, figure la définition claire d'une finalité précise, préalablement à la mise en place de l'outil. En l'espèce, quel est l'objectif poursuivi par Google Street View ?

La déclaration que Google a dû remplir auprès de la Commission de la protection de la vie privée⁽¹⁾ est très laconique, mentionnant que le traitement des images est effectué dans le but de "fournir des informations". S'agit-il, comme on l'a dit dans la presse, de promouvoir le tourisme local, ou de faciliter la recherche d'un lieu de vacances ? Si tel est le cas, cela pose question au regard de la proportionnalité des traitements de données, autre exigence cardinale de la protection des données à caractère personnel.

En effet, la proportionnalité impose de mettre en balance les avantages offerts par Google Street View par rapport aux risques encourus pour les personnes dont la maison est fichée, et de s'assurer que l'objectif visé ne pourrait pas être atteint par des moyens moins attentatoires pour la vie privée. Si, par exemple, Google Street View vise à promouvoir le tourisme local, force est de constater qu'il n'est pas nécessaire de tracer la Belgique entière. Un système ne présentant que les lieux de tourisme ou de villégiature remplirait le même objectif.

“Le droit fondamental à la vie privée signifie, aujourd'hui, que chacun a le droit de maîtriser l'usage qui est fait de ses données à caractère personnel.”

L'exigence de transparence semble également avoir été méconnue. Les citoyens devaient être informés du passage de la Google Car, et recevoir un document mentionnant clairement la personne à contacter pour obtenir des renseignements à ce sujet. C'est d'ailleurs ce qu'avait enjoint à Google, dès février 2010, le Groupe 29 qui est un groupe de travail européen sur la protection des données. Contre ces failles, des voies de recours existent, pour ne pas sombrer dans l'inertie du fatalisme s'installant trop souvent face aux technologies qui nous échappent.

En cliquant sur l'onglet "Signaler un problème", figurant sur l'image de son habitation, on peut demander à Google d'opérer un floutage⁽²⁾. Contrairement à ce qui est indiqué, Google n'a pas le droit d'apprécier s'il opère ou non le floutage de l'image. C'est un droit, pour toute personne concernée par cet outil, de s'opposer au traitement de ses données et d'en exiger le retrait. En outre, la déclaration du traitement indique que les personnes peuvent s'adresser au contact suivant : Marisa Jimenez Martin, Google SA Belgium, rue des Colonies, 11, 1000 Bruxelles; courriel : legal-

benelux@google.com

Par ailleurs, une plainte peut être introduite auprès de la Commission de la protection de la vie privée. Malheureusement, contrairement à ses homologues des pays voisins, elle ne dispose pas de la compétence d'imposer une amende à Google, comme a pu le faire la Commission nationale informatique et Libertés en France. Enfin, si Google n'effectue pas le floutage demandé, un recours en référé devant le Tribunal de première instance est prévu par la loi du 8 décembre 1992.

Par ailleurs, comme le rappelle la directive européenne 95/464, toute personne qui estime avoir subi un dommage du fait de Google Street View peut intenter un recours en responsabilité civile devant les cours et tribunaux compétents et prétendre à des dommages et intérêts. Ce faisant, la légalité de Google Street View rendra peut-être la promenade moins fascinante pour certains. Mais elle sera, ô combien !, plus respectueuse de nos libertés citoyennes.

La rédaction de La Libre
Entreprise, en collaboration
avec celle de La Première,
vous donne rendez-vous
le samedi matin
de 8h30 à 9h00 sur
LA PREMIÈRE

ENTREPRENEMÈRE : Des reportages,
des invités, des conseils... au cœur
de l'actualité de l'économie et des entreprises
La Libre

■ Universités | Chronique

La loi fiscale rétroactive ?



Isabelle Richelle

Docteur en Droit
Coprésidente de l'Institut de
Fiscalité de l'Université de Liège
Avocat au Barreau de Bruxelles

► A la veille d'une réforme fiscale, il est légitime de s'interroger sur ces nouvelles dispositions.

Risque-t-on de voir l'une ou l'autre de ces règles nouvelles s'appliquer rétroactivement ? Quelles sont les règles applicables en la matière ? En principe, *“la loi ne dispose que pour l'avenir; elle n'a point d'effet rétroactif”*⁽¹⁾.

Le législateur peut cependant s'écarter de cette règle et donner à une loi un effet rétroactif. En l'absence de précisions express, la loi entre en vigueur dix jours après sa publication au “Moniteur”. La loi n'est cependant pas toujours claire; une loi dite “interprétative” pourra préciser le sens que la disposition aurait dû avoir dès l'origine. Il arrive que le législateur donne une portée rétroactive à l'une ou l'autre disposition fiscale.

Ainsi, une loi du 24 décembre 2002 rendait taxables les “bonis de liquidation” recueillis par les actionnaires lors de la liquidation d'une société. Le gouvernement avait annoncé la mesure et avait pris soin de publier un avis au “Moniteur” Belge; la loi prévoyait donc que les bonis payés à dater de la publication de cet avis, le 25 mars 2002, étaient taxables.

La Cour constitutionnelle a condamné cette pratique d'annonce : *“Un tel avis ne peut, de par sa nature et vu notamment son caractère purement informatif, remédier à l'insécurité juridique créée par l'effet rétroactif. Un [tel] avis ne peut suffire à justifier l'effet rétroactif d'une disposition législative.”*⁽²⁾. Elle condamne l'effet rétroactif du précompte mobilier; les précomptes illégalement perçus ont dû être remboursés. Par contre, la modification de la loi en cours d'année fiscale n'a pas de portée rétroactive; ainsi, une loi votée le 31 décembre peut affecter la déduction de l'impôt sur les revenus pour l'année en cours.

L'action du législateur se trouve ainsi clairement balisée. Une autre saga a agité le monde des fiscalistes : lorsqu'une cotisation d'impôt sur les revenus est contestée par le contribuable, le fisc lui fait parvenir, tous les cinq ans, un commandement de payer censé également interrompre la prescription du recouvrement de l'impôt. En 2002, la Cour de cassation décide que ce commandement n'interrompt pas la prescription du recouvrement de l'impôt⁽³⁾.

Du coup, de nombreuses cotisations contes-

tées se sont retrouvées prescrites... Cette “aubaine” pour les contribuables fut de courte durée; une loi rétroactive contre la position de la Cour de cassation, et “ressuscite” les cotisations que l'on croyait prescrites. Certains s'en sont émus jusqu'à la Cour constitutionnelle qui a cependant “validé” cette loi rétroactive⁽⁴⁾; l'effet rétroactif est justifié par des “circonstances exceptionnelles et particulières”, et dicté par “des motifs impérieux d'intérêt général”, tenant essentiellement à la volonté d'éviter la prescription dans des affaires de grande fraude fiscale.

Une problématique similaire s'est posée en France. En avril 2003, le Conseil d'Etat français donne une interprétation favorable au contribuable d'une loi fiscale. Une loi du 30 décembre 2003 modifie le texte légal afin de valider la thèse administrative; elle s'applique pour le futur, mais également aux impositions déjà établies qui n'ont pas fait l'objet d'une décision judiciaire définitive. Dans deux arrêts du 21 octobre 2011⁽⁵⁾, le Conseil d'Etat condamne ce texte légal. Le fisc français le justifiait par l'enjeu budgétaire résultant de la position adoptée par le Conseil d'Etat en 2003 et par le risque que les collectivités locales se plaignent de recettes fiscales non perçues.

S'appuyant sur l'article 1^{er} du 1^{er} protocole additionnel à la convention européenne des droits de l'homme, garantissant le respect des biens des personnes, le Conseil d'Etat condamne fermement l'effet rétroactif de cette loi : *“Une perte de recettes budgétaires – évaluée à plus de cent millions d'euros, allée à un risque éventuel, pour l'Etat, de voir sa responsabilité engagée par les collectivités territoriales – ne constitue pas un motif d'intérêt général de nature à justifier une atteinte au droit de propriété protégé par l'article 1^{er} du 1^{er} protocole additionnel.”*

Face à ces ingérences du législateur dans les procédures fiscales, les deux juridictions suprêmes apprécient donc différemment l'existence de “motifs d'intérêt général” permettant de justifier l'effet rétroactif, en l'espèce, d'une loi fiscale. La jurisprudence française est dans la ligne des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme relatives aux lois rétroactives. Ces décisions conforteront les juridictions de fond belges, dont certaines s'appuient également sur la convention des droits de l'homme à l'encontre de lois de “validation rétroactive”⁽⁶⁾. Sans doute, le dernier mot reviendra-t-il aux instances internationales, Cour des droits de l'homme, ou Cour de justice européenne,...

→ (1) Art. 2 C.Civ.

→ (2) C.Ar., 23/6/2004, aff. 109/2004 et 110/2004.

→ (3) Cass., 10/10/2002, R.G.C.F., n° 2003/2, p. 27.

→ (4) C. const., 7/12/2005, n° 177/2005 et 1/2/2006, n°20/2006, <http://www.const-court.be>.→ (5) C.E. français, 21/10/2011, n° 314767 et 314768, www.legifrance.

→ (6) Et malgré la jurisprudence de la Cour const. : voy. par ex. Trib. Liège, 23/5/2007 et 3/10/2007, EJP 2008/294 et 295; contra cour d'appel, Liège, 11/9/2009.